

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION DE CABINET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail  
\*\*\*\*\*

8 MAI 2023

## **RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2023**



La dynamique des réformes de finances publiques conduit la Direction Générale du Budget à élaborer trimestriellement un rapport d'exécution du budget qui commente et met en relief les données chiffrées de l'exécution du budget.

Le rapport d'exécution du premier trimestre 2023 décrit le contexte dans lequel la Loi de Finances a été élaborée, analyse l'exécution budgétaire tant en recettes qu'en dépenses et donne une idée sur les perspectives.

## **I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2023**

La préparation du projet du budget 2023 s'est inscrite dans une démarche participative à travers l'implication effective de tous les acteurs à un haut niveau de représentativité des Responsables des Institutions de la République ou leurs représentants et des Chefs des Départements Ministériels dans l'identification et l'expression de leurs besoins prioritaires respectifs, en lien avec les priorités du Gouvernement.

Ce projet de loi de finances pour l'exercice 2023 soumis à l'examen du Gouvernement est élaboré dans un contexte marqué par :

### **a) Au plan national,**

- ✓ Les perturbations mondiales à impact majeur sur l'économie nationale, causant une augmentation des prix de l'énergie, ce qui a occasionné des difficultés d'approvisionnement en carburant et la flambée des prix de denrées alimentaires ;
- ✓ La mise en œuvre de certaines recommandations du séminaire gouvernemental en vue de mobiliser davantage les ressources domestiques ;
- ✓ la fin du programme de référence suivi par les services du Fonds Monétaire International (FMI) couvrant la période allant de décembre 2021 à fin juin 2022 qui a été prolongé jusqu'à fin septembre 2022 ;
- ✓ les négociations en cours en vue de renouer avec le programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI.

### **b) A l'international,** le déclenchement d'une crise humanitaire coûteuse à cause de la guerre en Ukraine.

#### **i) L'environnement économique international en 2022 et les perspectives en 2023**

L'économie mondiale, qui ne s'est pas encore remise de la pandémie de la COVID-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, fait face à des perspectives de plus en plus sombres et incertaines. Une inflation plus forte que prévue, en particulier aux Etats-Unis et dans les pays européens les plus importants économiquement, provoque un durcissement des conditions financières mondiales.

Selon l'édition des *Perspectives Economiques Mondiales* (PEM) du FMI du mois de juillet 2022, la croissance mondiale devrait fortement ralentir, passant de 6,1% en 2021 à 3,2% en 2022 et 2,9% en 2023. Ce ralentissement s'explique par un enlisement de la croissance dans les trois principales économies du monde, à savoir : les Etats-Unis, la Chine et la zone euro qui, a des conséquences importantes sur les perspectives mondiales.



*Aux États-Unis*, une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la politique monétaire ramèneront la croissance à 2,3 % en 2022, et 1% en 2023.

*En Chine*, des re-confinements et l'aggravation de la crise de l'immobilier ont ramené la croissance à 3,3% cette année contre 4,3% initialement ; ce qui est le taux le plus faible depuis plus de quarante ans.

*Dans la zone euro*, la croissance est révisée à la baisse, à 2,6% en 2022 et 1,2% en 2023, du fait des retombées de la guerre en Ukraine et du durcissement de la politique monétaire.

*En Afrique subsaharienne*, la croissance économique devrait ralentir à 3,7% en 2022 après une hausse de 4,5% en 2021. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est le principal facteur à l'origine de ce ralentissement, dont les effets se traduisent par des augmentations de cours des produits de base et la généralisation des pressions à la hausse des prix. La croissance devrait se modérer pour ressortir à 3,8% en 2023. La hausse des prix du pétrole devrait toutefois améliorer les perspectives de croissance des pays exportateurs de pétrole de la région.

*Dans la zone CEMAC*, selon la note sur l'évolution de l'indice composite des activités économiques (ICAE) de la CEMAC au quatrième trimestre 2021 et les perspectives à court et moyen termes de mars 2022, dans un contexte marqué par la bonne tenue des cours du baril de pétrole et un regain dans certains secteurs sinistrés par la pandémie de COVID-19, les données à haute fréquence recueillies par les services de la BEAC mettent en lumière un relatif affermissement de la reprise des économies de la CEMAC au quatrième trimestre 2021, en dépit des incertitudes persistantes liées à la COVID-19 et les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie. Le taux de croissance de l'activité devrait se hisser autour de 3,2% à fin 2022, et 2,5% à fin 2023.

## ii) Le contexte économique national en 2022 et les perspectives en 2023

En République Centrafricaine, la reprise de l'activité économique se poursuit timidement. Elle reflète l'amélioration de la situation sécuritaire et les efforts soutenus pour la sécurisation du corridor commercial Douala-Bangui qui, ont favorisé la reprise des activités économiques dans plusieurs secteurs au second semestre 2021. Les pressions inflationnistes ont commencé à s'atténuer à partir de juillet 2021 grâce à un approvisionnement en produits plus stable à la suite de la réouverture du corridor. L'inflation a ensuite diminué vers 3,6% à partir de juillet pour atteindre 4,3% à fin 2021.

Une reprise économique équilibrée devrait se poursuivre en 2022 grâce à l'amélioration de la situation sécuritaire.

Les perspectives sont prometteuses. Elles sont liées au déploiement de l'administration publique sur toute l'étendue du territoire et la mise en œuvre effective des politiques sectorielles. La diversification de l'économie en mettant l'accent sur les domaines agricole et énergétique peut constituer un levier pour l'économie à moyen terme. La croissance du PIB devrait être de 1,5% en 2022 et de 3,5% en 2023. Le rebond de la croissance proviendrait de l'extension des gains de sécurité aux provinces, stimulant ainsi les cultures vivrières et la production forestière et minière. L'inflation se maintiendrait à 2,4% en 2023, pourcentage situé dans les limites de la norme



communautaire de 3%. Les efforts de réforme des finances publiques devraient permettre de réduire le déficit budgétaire autour de 3% du PIB en 2023. Le déficit du compte courant devrait se situer à 11% du PIB en 2022 et 8,4% en 2023. Les principaux risques de ce scénario sont : (i) l'incertitude prolongée sur le décaissement des appuis budgétaires, (ii) la non reprise du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit, (iii) la dégradation de l'environnement international viendra exacerber les risques macroéconomiques déjà importants, et (iv) les risques domestiques incluant principalement les aspects sanitaire et sécuritaire.

### **iii) Les choix stratégiques du budget de l'Etat pour l'exercice 2023**

La définition des choix stratégiques en matière de ressources et des dépenses s'inscrit dans la dynamique d'une plus grande efficacité de la politique budgétaire. Ces choix stratégiques visent l'optimisation des ressources pour une meilleure couverture des charges du budget de l'Etat sans toutefois exclure l'option de recourir aux autres formes de financements tant intérieurs qu'extérieurs sous forme d'appuis budgétaires ou emprunts.

Ainsi, face aux défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité consiste à poursuivre le processus de renforcement des finances publiques. Ceci, par l'amélioration des capacités de recouvrement des ressources intérieures tout en poursuivant la maîtrise des dépenses publiques, notamment celles relatives à la masse salariale et autres dépenses primaires courantes. De même, il est apparu impératif de poursuivre les discussions avec les partenaires au développement afin de bénéficier de leurs appuis financiers.

Ces choix stratégiques se traduisent par :

**En matière des ressources**, les crises sécuritaire et sanitaire, et l'impact de la conjoncture économique internationale ne cessent d'affecter nos finances publiques. C'est pourquoi, le niveau de pression fiscale ne tourne qu'autour de 8% depuis ces dernières années, ce qui est toujours en deçà de la moyenne communautaire de 17%. A cet effet, le Gouvernement doit poursuivre ses efforts en vue d'accroître les ressources domestiques. Grâce au Projet Fibre-optique, un programme de Digitalisation est en cours pour permettre la dématérialisation de l'ensemble des procédures fiscal-douanières. Ceci se fera à travers la modernisation des procédures entamée au niveau des régies financières dont l'élargissement progressif des télé-déclarations et télépaiements aux différentes catégories des contribuables. Grâce au Projet Fibre-optique, un programme de Digitalisation est en cours pour permettre la dématérialisation de l'ensemble des procédures fiscal-douanières.

Enfin, dans ce domaine, le nouvel applicatif de gestion budgétaire SIM\_BA qui a été déployé dans le cadre du Budget 2022 sera consolidé en 2023 et dans les années à venir.

Dans cette dynamique, il a été proposé dans le projet du budget 2023, des mesures nouvelles en vue de rehausser le niveau des ressources domestiques.

Il s'agit notamment des mesures relatives : i) aux exonérations, ii) au régime douanier de l'entrepôt privé, iii) à la taxe d'intervention et de contrôle technique des communications électroniques, et enfin, iv) des mesures visant à transférer l'ensemble des recettes proposées à la perception (menues recettes) au budget de l'Etat afin d'assurer une bonne couverture des dépenses publiques conformément à certaines recommandations du séminaire gouvernemental.



*En matière des dépenses*, la nécessité de rationaliser les dépenses de l'Etat de façon à promouvoir le bien-être de la population et garantir le fonctionnement optimal des services publics exige que les choix budgétaires soient orientés vers des dépenses de qualité, résultant d'une programmation budgétaire rigoureuse.

*S'agissant de la gestion de la dette*, une attention particulière sera portée sur le strict respect des engagements avec les créanciers et une maîtrise de la contractualisation des emprunts.

C'est dans le contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de budget 2023 ont été arrêtées.

Le tableau suivant présente les grandes masses de la Loi de Finances 2023 :

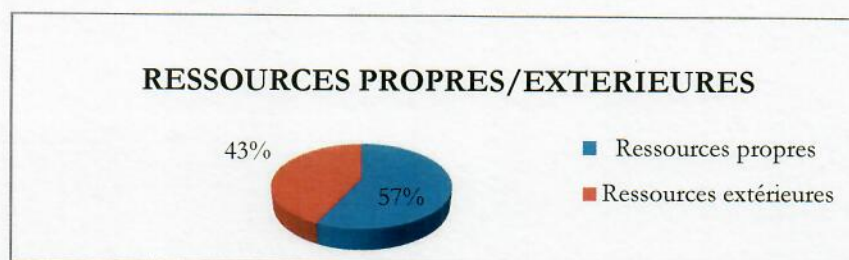
**Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses de la Loi de Finances 2023 (en milliers de francs CFA)**

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2023
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	<b>234 277 689</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>133 177 689</b>
Douanes	55 582 854
Impôts	56 979 835
Trésor	20 615 000
<b>Ressources extérieures</b>	<b>101 100 000</b>
Appuis budgétaires	18 000 000
Appuis projets	83 100 000
<i>Dans projets</i>	76 100 000
<i>Emprunts projets</i>	7 000 000
<b>CHARGES</b>	<b>283 831 408</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>191 514 818</b>
Dépenses du Personnel	90 516 024
Dépenses de Biens et Services	39 056 174
Dépenses de Transferts et Subventions	47 827 446
Investissement sur ressources propres	14 115 174
<b>Charges financières</b>	<b>9 216 590</b>
<b>Financements extérieurs</b>	<b>83 100 000</b>
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 49 553 719</b>

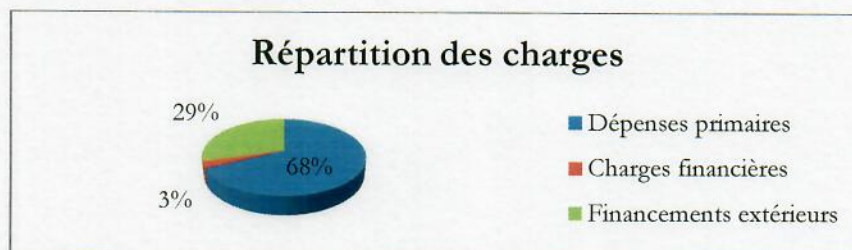
Source : LF 2023



**Figure n° 1 : Répartition des Ressources**



**Figure n° 2 : Répartition des Charges**



## II. EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER TRIMESTRE 2023

L'exécution du budget de l'Etat au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 a été réalisée dans un contexte marqué par une forte hausse des prix des hydrocarbures et des produits de première nécessité en lien avec la conjoncture économique internationale, à cela s'ajoute une tension accrue de trésorerie.

C'est ainsi qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les ressources mobilisées s'élèvent à 54,27 milliards de francs CFA pour une prévision de 234,28 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 23,16%. Toutefois une hausse de 0,26% a été observée en comparaison à la même période de l'exercice 2022.

S'agissant des dépenses, leur exécution au 1<sup>er</sup> trimestre a atteint le montant de 50 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 283,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 17,62%. Malgré ce faible taux d'exécution, une hausse de 29,77% a été constatée en comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période.

Le tableau suivant décrit les grandes masses des ressources et des charges :

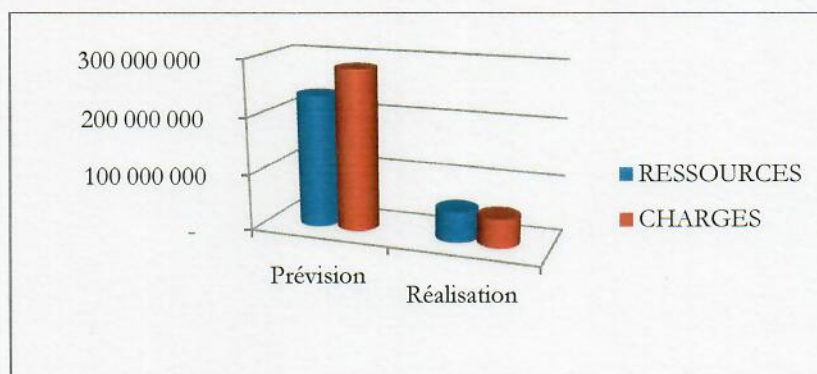


**Tableau n°2 : Grandes masses en ressources et en charges des réalisations au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2023	Taux de réalisation
<b>RESSOURCES</b>	54 130 000	234 277 689	54 270 276	23,16%
<b>Ressources intérieures</b>	34 130 000	133 177 689	45 531 000	34,19%
<b>Ressources propres</b>	34 130 000	133 177 689	32 082 000	24,09%
Douanes	14 364 000	55 582 854	11 917 000	21,44%
Impôts	14 827 000	56 979 835	13 571 000	23,82%
Trésor	4 939 000	20 615 000	6 594 000	31,99%
<b>Emprunts</b>	-	-	13 449 000	
<i>Bon du Trésor</i>		-	13 449 000	
<i>FMI et autres</i>		-		
<b>Ressources extérieures</b>	20 000 000	101 100 000	8 739 276	8,64%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	20 000 000	18 000 000	3 700 000	20,56%
Appuis projets	-	83 100 000	5 039 276	6,06%
<i>Dons projets</i>		76 100 000	5 039 276	6,62%
<i>Emprunts projets</i>		7 000 000		
<b>CHARGES</b>	38 527 313	283 831 408	49 997 743	17,62%
<b>Dépenses primaires</b>	38 527 313	191 514 818	44 958 467	23,48%
Personnel	20 710 961	90 516 024	22 855 122	25,25%
Biens et Services	8 800 898	39 056 174	8 548 684	21,89%
Transferts et subventions	8 335 356	47 827 446	12 514 013	26,16%
Investissement sur ressources propres	680 098	14 115 174	1 040 648	7,37%
<b>Charges Financières</b>		9 216 590		
<b>Financements extérieurs</b>		83 100 000	5 039 276	6,06%
<i>Personnel</i>		4 550 000	419 933	
<i>Biens et Services</i>				
<i>Investissements</i>		78 550 000	4 619 343	
<b>Solde budgétaire</b>	15 602 687	- 49 553 719	4 272 533	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP et DGPE (MEPCI)

**Figure 3 : Prévisions et Réalisations du budget**





## II.1) Situation des ressources mobilisées

La situation des ressources mobilisées est basée essentiellement sur les données collectées auprès des Directions Générales des Douanes, des Impôts et du Trésor et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale pour ce qui concerne les appuis projets.

### II.1.1) Ressources intérieures

Les ressources intérieures au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 s'élèvent à hauteur de 45,53 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 133,18 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 34,19%. Celles-ci sont constituées des ressources propres (32,08 milliards de francs CFA) et des emprunts (13,45 milliards de francs CFA).

En comparaison à l'exercice budgétaire 2022 de la même période, une hausse de 33,40% a été observée. Cette hausse est justifiée par le recours au Bon de Trésor contrairement au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2022.

#### a) Ressources propres

A fin mars 2023, les efforts déployés par les différentes régies ont permis de mobiliser la somme de 32,08 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 133,18 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 24,09%. En comparaison à l'exercice 2022 de la même période, une baisse de 6% a été observée.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 :

**Tableau n° 3 : Etat de recouvrement des recettes propres au 31 mars 2023 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2023	Taux de réalisation
<b>Douanes</b>	14 364 000	55 582 854	11 917 000	21,44%
<b>Impôts</b>	14 827 000	56 979 835	13 571 000	23,82%
<b>Trésor</b>	4 939 000	20 615 000	6 594 000	31,99%
<b>TOTAL</b>	<b>34 130 000</b>	<b>133 177 689</b>	<b>32 082 000</b>	<b>24,09%</b>

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP (PLT)

#### ➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

La DGDDI a recouvré au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 la somme de 11,92 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 55,58 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 21,44%, ce qui est inférieur à la cible de 25% souhaitée. Comparativement à la même période de l'exercice 2022, une baisse de 17,04% a été observée.

La mobilisation des recettes de la DGDDI a été influencée en partie par la pénurie des hydrocarbures au cours de ce trimestre.

Le tableau ci-après présente la performance des recettes de la DGDDI par nature économique :



**Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin mars 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation au 1er trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1er trimestre 2023	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	13 481 598	43 930 054	10 418 632	23,72%
<b>Droits de sorties</b>	163 639	959 900	206 803	21,54%
<b>Amendes et pénalités</b>	42 999	332 600	70 310	21,14%
<b>Recettes affectées</b>	406 057	9 897 500	722 030	7,30%
<b>Autres Recettes</b>	269 707	462 800	499 225	107,87%
<b>TOTAL</b>	<b>14 364 000</b>	<b>55 582 854</b>	<b>11 917 000</b>	<b>21,44%</b>

Source : DGDDI et PLT

### ➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

A fin mars 2023, sur une prévision annuelle de 56,98 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré 13,57 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 23,82%, inférieur à la cible de 25% attendue. Cette contre-performance est relative compte tenu de non prise en compte des retenues sur salaire (qui s'élèvent à hauteur de 2,61 milliards de francs CFA) sur les performances de la DGID. Si cela a été le cas, le taux de recouvrement de la DGID serait de 28,39%.

Le tableau ci-dessous met en exergue les réalisations de la DGID au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

**Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation au 1er trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1er trimestre 2023	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	12 725 279	51 464 000	12 157 283	23,62%
<b>Recettes non fiscales</b>	1 591 269	4 943 100	1 077 308	21,79%
<b>Produits divers et exceptionnels</b>	510 452	572 735	336 409	58,74%
<b>TOTAL</b>	<b>14 827 000</b>	<b>56 979 835</b>	<b>13 571 000</b>	<b>23,82%</b>

Source : DGID et PLT

### ➤ La Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, la DGTCP a mobilisé au total 6,59 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 20,61 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 31,99%, supérieur à la cible de 25% attendue.

Ce taux élevé s'explique par la comptabilisation des retenues sur salaires et autres recettes dans la performance de la DGTCP.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP à fin mars 2023 :



**Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP à fin mars 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation au 1er trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1er trimestre 2023	Taux réalisation
Recettes non fiscales	2 065 000	19 139 000	2 109 000	11,02%
Produits exceptionnels	2 874 000	166 000	2 607 000	1570,48%
Taxes et Redevances		800 000		
Produits financiers		510 000	1 878 000	368,24%
<b>TOTAL</b>	<b>4 939 000</b>	<b>20 615 000</b>	<b>6 594 000</b>	<b>31,99%</b>

**Source : DGTCP**

### **b) Les emprunts**

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 13,45 milliards de francs CFA, constitué uniquement de Bon de Trésor.

## **II.1.2) Financement extérieur**

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à 8,74 milliards de francs CFA sur une prévision de 101,10 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 8,64%.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (Tirage ligne BGFI : 3,70 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (Dons projets : 5,04 milliards de francs CFA).

Cette faible mobilisation qui est provisoire s'explique par la difficulté des Agents du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale à collecter les données auprès des unités d'exécution.

## **II.2) Situation de l'exécution des dépenses**

L'analyse des dépenses de l'Etat exécutées au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 est faite à partir des données extraites du nouvel applicatif SIM\_BA et de la collecte des données auprès de la DGTCP et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

### **II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses**

Au 31 mars 2023, l'exécution des dépenses par titre affiche un niveau de réalisation de 50 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 283,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 17,62%. Ce faible taux se justifie par le retard accusé lors de la régularisation de certaines dépenses payées à charge de trésorerie.

En dépit de ce faible taux d'exécution, une hausse de 29,77% a été observée en comparaison à la réalisation de l'année dernière de la même période.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au 1<sup>er</sup> trimestre est décrite dans le tableau ci-dessous :



**Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre au 31 mars 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	Prévision 2023	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2023	Taux de réalisation
<b>CHARGES</b>	38 527 313	283 831 408	49 997 743	17,62%
<b>Dépenses primaires</b>	38 527 313	191 514 818	44 958 467	23,48%
Personnel	20 710 961	90 516 024	22 855 122	25,25%
Biens et Services	8 800 898	39 056 174	8 548 684	21,89%
Transferts et subventions	8 335 356	47 827 446	12 514 013	26,16%
Investissement sur ressources propres	680 098	14 115 174	1 040 648	7,37%
<b>Charges Financières</b>		9 216 590		
<b>Financements extérieurs</b>		83 100 000	5 039 276	6,06%
<i>Personnel</i>		4 550 000	419 933	9,23%
<i>Investissements</i>		78 550 000	4 619 343	5,88%

**Source : DGB (Sim\_ba)**

### a) Dépenses primaires

Les dépenses primaires sont les dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organes et aux investissements sur ressources propres de l'Etat. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, elles s'élèvent à 44,96 milliards de francs CFA sur une dotation annuelle de 191,51 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 23,48%.

#### i) Dépenses du personnel

Sur une prévision de 90,52 milliards de francs CFA, les dépenses pour le traitement du personnel au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 s'élèvent à hauteur de 22,85 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 25,25% légèrement supérieur à la cible de 25%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 10,35% a été constatée. Cette hausse s'explique par la mise en application du nouveau Statut particulier des Enseignants du Supérieur et la prise en charge salariale des nouvelles recrues dans les forces de défense et de sécurité intérieure (FSI).

#### ii) Dépenses des biens et services

Au 31 mars 2023, les dépenses des biens et services s'élèvent à 8,55 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 39,06 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 21,89%.

En comparaison à l'année 2022 de la même période, une baisse de 2,87% a été enregistrée.

#### iii) Dépenses de transferts et subventions

Au 31 mars 2022, le montant des dépenses de transferts et subventions s'élève à hauteur de 12,51 milliards de francs CFA, sur une prévision annuelle de 47,83 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 26,16%. Comparativement au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, une hausse de 50,13% a été observée.

Cette hausse se justifie par l'exécution des dépenses au-delà de 25% des crédits alloués à certaines lignes budgétaires notamment celles relatives aux évacuations sanitaires, au Soutien de l'Etat (Autres subventions sectorielles) entre autres.



#### iv) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffrent à hauteur de 1,04 milliard de francs CFA sur une dotation annuelle de 14,11 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 7,37%, très en deça de la cible de 25%.

#### b) Dépenses relatives à la charge financière

Les charges financières sont des opérations de trésorerie, et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, aucune opération de régularisation n'a été effectuée due à l'absence des informations.

#### c) Financement extérieur

Sur une prévision annuelle de 83,10 milliards de francs CFA, les dépenses des financements extérieurs au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 ont été exécutées à hauteur de 5,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 6,06%.

Il convient de préciser que ce montant est partiel compte tenu des difficultés rencontrées lors de la collecte des données y relatives par le personnel du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

### II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par ordre de paiement

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses exécutées par la procédure exceptionnelle. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, le montant de ces dépenses s'élève à hauteur de 4,05 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par Ordre de Paiement :

**Tableau n° 8 : Situation de l'exécution des dépenses par Ordre de Paiement au 31 mars 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Prévision 2023	Exécution OP au 1er trimestre 2023	Taux d'exécution
Charges Financières	9 216 590		0,00%
Biens et services	39 056 174	3 869 462	9,91%
Intervention	47 827 446	179 594	0,38%
Investissement sur BEC	14 115 174		0,00%
Total	110 215 384	4 049 056	3,67%

Source : DGB

### II.2.3) Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La Classification Fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques. Elle recense les dépenses selon leur origine ou selon leur destination, c'est-à-dire suivant les différentes fonctions et tâches que les différentes Administrations remplissent.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les dépenses par classification fonctionnelle montre un niveau d'exécution divers et varié. Seules les dépenses liées à la « *Protection de l'environnement* » et aux



« *Loisirs, culture et culte* » ont dépassé le seuil de 25% ciblé, atteignant respectivement 42,67% et 34,29% de taux d'exécution. Toutefois, les dépenses relatives aux « *Services généraux* », à la « *Défense* », à la « *Sécurité publique* », à la « *Santé* », à « *l'Enseignement* » et la « *Protection sociale* » ont dépassé chacune les 10% du taux d'exécution malgré les tensions de trésorerie observée au cours de ce trimestre.

**Tableau n°9 : Récapitulatif des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (en milliers de francs CFA) :**

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision LF 2023	Engagé	Taux d'exécution
01	Services généraux des administrations publiques	192 658 707	28 463 360	14,77%
02	Défense	20 776 802	2 988 046	14,38%
03	Ordre et sécurité publics	13 354 837	1 453 285	10,88%
04	Affaires économiques	26 889 602	701 623	2,61%
05	Protection de l'environnement	89 950	38 380	42,67%
06	Logements et équipements collectifs	3 148 297	52 425	1,67%
07	Santé	4 395 824	476 733	10,85%
08	Loisirs, culture et culte	2 076 248	711 942	34,29%
09	Enseignement	20 235 595	3 738 532	18,48%
10	Protection sociale	205 546	21 558	10,49%
<b>Total général</b>		<b>283 831 408</b>	<b>38 645 884</b>	<b>13,62%</b>

Source : Sim\_ba

#### II.2.4) Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 94,11 milliards de francs CFA et leur exécution au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 se chiffre à 10,39 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 11,04%.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, des Biens et Services, d'intervention et d'investissement.

##### a) Personnel

Au 31 mars 2023, l'exécution des dépenses pour le traitement du personnel s'élève à hauteur de 6,35 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 28,81%.

##### b) Biens et Services

Pour une prévision globale 12,38 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de fonctionnement dans le secteur social se chiffre à 1,40 milliard de francs CFA soit un taux de réalisation de 11,31%. En comparaison à la même période de l'année dernière qui était de 1,12 milliards de francs CFA, une hausse de 24,80% a été constatée.



### c) Intervention

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, sur une prévision annuelle de 9,70 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses d'intervention a atteint le montant de 1,16 milliard de francs CFA, soit un taux d'exécution de 11,93% faisant apparaître une hausse de 65,65% comparativement à la même période de l'exercice dernier qui était de 0,70 milliard de francs CFA.

### d) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 s'élève à 1,48 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 49,97 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 2,97%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

**Tableau n°10 : Récapitulatif des dépenses (en milliers de francs CFA) au profit des secteurs sociaux.**

	<b>Dotation 2023</b>	<b>Réalisations au 1er Trimestre 2023</b>	<b>Taux d'exécution</b>
<b>Education</b>	<b>27 018 590</b>	<b>6 052 909</b>	<b>22,40%</b>
Titre II: Personnel	14 986 998	4 625 453	<b>30,86%</b>
Titre III: Biens et Services	3 869 842	1 048 669	<b>27,10%</b>
Titre IV: Transferts	2 884 750	378 787	<b>13,13%</b>
Titre V: Investissements	5 277 000	-	<b>0,00%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	1 677 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	3 600 000		
<b>Santé</b>	<b>23 131 093</b>	<b>1 666 690</b>	<b>7,21%</b>
Titre II: Personnel	4 838 816	1 141 067	<b>23,58%</b>
Titre III: Biens et Services	7 347 877	277 828	<b>3,78%</b>
Titre IV: Transferts	3 514 000	247 795	<b>7,05%</b>
Titre V: Investissements	7 430 400	-	<b>0,00%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	430 400		
<i>Sur ressources extérieures</i>	7 000 000		
<b>Action Humanitaire</b>	<b>2 104 088</b>	<b>111 401</b>	<b>5,29%</b>
Titre II: Personnel	179 902	65 237	<b>36,26%</b>
Titre III: Biens et Services	135 336	4 455	<b>3,29%</b>
Titre IV: Transferts	744 750	41 709	<b>5,60%</b>
Titre V: Investissements	1 044 100	-	<b>0,00%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	44 100		
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000		
<b>Promotion du Genre</b>	<b>785 059</b>	<b>104 415</b>	<b>13,30%</b>
Titre II: Personnel	351 809	98 478	<b>27,99%</b>
Titre III: Biens et Services	144 250	5 937	<b>4,12%</b>
Titre IV: Transferts	181 000		<b>0,00%</b>
Titre V: Investissements	108 000	-	<b>0,00%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	108 000		



<i>Sur ressources extérieures</i>			
<b>Développement Rural</b>	<b>22 079 632</b>	<b>2 074 142</b>	<b>9,39%</b>
Titre II: Personnel	776 857	185 130	23,83%
Titre III: Biens et Services	259 186	1 422	0,55%
Titre IV: Transferts	1 936 165	405 687	20,95%
Titre V: Investissements	19 107 424	1 481 903	7,76%
<i>Sur ressources propres</i>	607 424		
<i>Sur ressources extérieures</i>	18 500 000	1 481 903	
<b>Elevage et Santé Animale</b>	<b>750 754</b>	<b>122 205</b>	<b>16,28%</b>
Titre II: Personnel	388 695	101 393	26,09%
Titre III: Biens et Services	150 180	812	0,54%
Titre IV: Transferts	135 379	20 000	14,77%
Titre V: Investissements	76 500	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	76 500		
<i>Sur ressources extérieures</i>			
<b>Energie et Hydraulique</b>	<b>16 579 897</b>	<b>151 578</b>	<b>0,91%</b>
Titre II: Personnel	287 285	67 679	23,56%
Titre III: Biens et Services	437 550	58 899	13,46%
Titre IV: Transferts	150 062	25 000	16,66%
Titre V: Investissements	15 705 000	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	2 855 000		
<i>Sur ressources extérieures</i>	12 850 000		
<b>PME-PMI</b>	<b>1 662 759</b>	<b>111 020</b>	<b>6,68%</b>
Titre II: Personnel	248 121	71 351	28,76%
Titre III: Biens et Services	37 538	2 169	5,78%
Titre IV: Transferts	150 000	37 500	25,00%
Titre V: Investissements	1 227 100	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	52 100		
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 175 000		
<b>Total Personnel</b>	<b>22 058 483</b>	<b>6 355 788</b>	<b>28,81%</b>
<b>Total Biens et Services</b>	<b>12 381 759</b>	<b>1 400 191</b>	<b>11,31%</b>
<b>Total Transferts</b>	<b>9 696 106</b>	<b>1 156 478</b>	<b>11,93%</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>49 975 524</b>	<b>1 481 903</b>	<b>2,97%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	<b>5 850 524</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<i>Sur ressources extérieures</i>	<b>44 125 000</b>	<b>1 481 903</b>	<b>3,36%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>94 111 872</b>	<b>10 394 360</b>	<b>11,04%</b>

Sources : DGB, DGPE (MEPCI)

### II.2.5) Analyse des dépenses spécifiques

Cette catégorie de dépense regroupe les dépenses de missions à l'étranger (indemnités et les frais de transport) et les dépenses d'évacuations sanitaires (frais de transport et les frais d'hospitalisation).



Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les dépenses de missions à l'étranger sont exécutées pour un montant de 2,10 milliards francs CFA pour une prévision annuelle de 3,16 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 66,31%.

Les dépenses d'évacuations sanitaires se chiffrent à 0,63 milliard de francs CFA pour une prévision annuelle de 0,75 milliard de francs CFA, représentant un taux de 83,57%.

L'exécution des dépenses spécifiques par nature économique se présente comme dans le tableau ci-après :

**Tableau n° 11 : Exécution des dépenses spécifiques au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (en milliers de francs CFA).**

	Engagements au 1er trimestre 2022	Prévision 2023	Engagements au 1er trimestre 2023	Taux
<b>Mission à l'étranger</b>	<b>335 786</b>	<b>3 161 466</b>	<b>2 096 373</b>	66,31%
<i>Indemnités</i>	290 893	1 700 000	816 950	48,06%
<i>Frais de transport</i>	44 893	1 461 466	1 279 423	87,54%
<b>Evacuation sanitaire</b>	<b>175 316</b>	<b>750 000</b>	<b>626 775</b>	83,57%
<i>Frais de transport</i>	52 323	150 000	109 917	73,28%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	122 993	600 000	516 858	86,14%

Source : DGB

### III. PERSPECTIVES

L'exécution du budget pour les trois prochains trimestres de l'année 2023 pourrait toujours être influencée par les effets de la guerre en Ukraine à travers l'augmentation des prix des produits notamment des hydrocarbures. En outre, face à la faible capacité de mobilisation des recettes domestiques qui a tendance à perdurer laisse entrevoir la nécessité d'aller au Collectif Budgétaire. Pour ce faire, le Gouvernement doit prendre des mesures rigoureuses pour mobiliser plus de recettes domestiques mais aussi contingerer l'engagement de certaines dépenses jugées non prioritaires afin d'éviter l'accumulation des arriérés de paiement à la fin de l'exercice.



**Amélie Jeannine BEHOROU**  
Directrice Générale du Budget